

REGARD D'ORGANISATIONS COMMUNISTES SUR LE 52ème CONGRÈS DE LA CGT

Pôle de Renaissance Communiste en France
Rassemblement Communiste - Juillet 2019



Les communistes ont toujours été très attentifs à la question syndicale et à l'articulation entre organisations de la classe exploitée, luttes syndicales et perspectives politiques. A cet égard, le dernier congrès de la CGT, première organisation syndicale de notre pays par son histoire et son poids effectif dans la lutte des classes, est riche d'enseignements dans une période de vifs affrontements de classe. Il a en particulier montré un décalage important entre une grande partie des bases combattives et la direction confédérale.

Ce décalage ne date pas d'aujourd'hui, il suffit de rappeler pour s'en convaincre la déclaration de B. Thibault en plein conflit de 2003 (« La CGT n'a pas vocation à bloquer le pays ») ou la mise en minorité de la direction confédérale par le CCN à propos du référendum de 2005 sur la constitution européenne.

Il a pris des formes exacerbées sur la dernière période, en lien avec le mouvement des Gilets Jaunes, vu par la direction confédérale comme un mouvement à ignorer voire dont il faut se méfier tandis que de nombreuses bases tissaient naturellement des liens, allant jusqu'à des appels départementaux à des manifestations communes et un appel national porté par des Fédérations et des Unions Départementales pour le 27 avril.

Malheureusement, le congrès n'a pas permis de débattre réellement de ces questions et encore moins d'avoir une réponse de la direction sortante à la question : « Face à l'attaque globale, riposte générale ? ». De façon générale les restrictions apportées au débat ont même provoqué des mouvements d'humeur de la salle qui à plusieurs moments scandait : « Le débat, le débat ! ».

Le vote sur le document de congrès donne néanmoins de précieuses indications : avec 45 % des délégués n'approuvant pas le bilan de la direction confédérale, c'est bien l'image d'une CGT coupée en deux sur la conception de développement des luttes, des alliances, sur le syndicalisme de classe et ses relations internationales.

L'opposition entre syndicalisme réformiste et syndicalisme révolutionnaire. s'est exprimée surtout sur la question du syndicalisme international. Sur cette question, la salle a surpris une tribune vite dépassée, en levant un tabou posé depuis 1995, celui du nécessaire dialogue de la CGT avec la FSM, confédération internationale présentée à la veille du congrès

par Philippe MARTINEZ comme n'ayant pas un « fonctionnement démocratique » et pour lequel Bernard Thibault, ex-secrétaire général de la CGT, était sorti de son silence pour défendre mordicus l'affiliation de la CGT à la CES comme un horizon indépassable à ne pas remettre en cause. Pour faire échec à cette volonté des congressistes – exprimée par 300 amendements sur le sujet de la FSM - de travailler avec cette internationale syndicale clairement anti-impérialiste et anticapitaliste, la tribune a fait voter le congrès deux fois au prétexte que les congressistes « n'avaient pas compris l'amendement proposé ». Rien n'y a fait, le 2ème vote a confirmé le 1er en l'amplifiant encore. Donc à l'issue du vote, la CGT est mandatée pour « rechercher constamment l'échange et l'unité » avec aussi la FSM...

Ce que nombre de délégués ont exprimé à travers le vote de cet amendement mais aussi à d'autres moments dans les débats, c'est leur volonté de voir la CGT revenir à des positions de classe et renoncer aux compromissions du « syndicalisme rassemblé » avec la CFDT devenu président de la CES. Une CES appelant il y a peu à « sauver le capitalisme de lui-même » et remerciant il y a quelques jours Jean-Claude Juncker pour avoir « sauvé l'Europe sociale ».

A l'issue de cette semaine qui a donc vu s'affronter comme souvent dans son histoire deux courants de pensée, le courant que l'on peut qualifier de révolutionnaire (qui ne plaide ni pour le dialogue social, ni pour l'unité des appareils au détriment de l'intérêt des travailleurs, qui a dénoncé la position anti-unitaire de la direction face aux gilets jaunes et qui ne peut être cantonné à une seule fédération ou union départementale, mais les traverse toutes) sort renforcé.

Même si le document d'orientation fait encore référence à l'illusion de la possibilité d'une « sécurité sociale professionnelle » (SSP) et d'un « nouveau statut du travail salarié » (NSTS) sous le capitalisme, ce congrès est une étape importante dans la lutte pour que la CGT revienne à la lutte des classes.

Pour celles et ceux qui pensent comme les communistes, qu'il faut changer totalement de système parce que le capitalisme n'est ni aménageable, ni améliorable, c'est une bonne nouvelle.

